

**NOTE DE CADRAGE
LA PORTE DU HAINAUT
quartiers2030**

**APPEL A PROJETS
PROGRAMMATION 2027**

Sommaire

A-	Préambule	05
B-	Territoires concernés	06
	1. La géographie des quartiers prioritaires réglementaires (QPV).....	06
	2. La géographie complémentaire	06
C-	Les logiques à mettre en oeuvre	06
	1. La question du Droit Commun	06
	2. La participation des habitant.e.s.....	07
	3. L'égalité femmes-hommes	07
	4. Les consortiums et la logique de parcours	07
D-	Orientations thématiques de La Porte du Hainaut.....	08
	1. Axe 1: Accompagner vers l'emploi les publics les plus en difficultés	08
	1.1 Contexte institutionnel	08
	1.2 Priorités 2027	08
	1.3 Modalités de suivi des actions de l'axe 1	09
	2. Axe 2: Améliorer la santé des habitant.e.s	09
	2.1 Contexte institutionnel	09
	2.2 Priorités 2027.....	10
	3. Axe 3: Favoriser les parcours de réussite éducative.....	12
	4. Axe 4: Soutenir une transition écologique juste et équitable	13
	4.1 Contexte	13
	4.2 Priorités 2027.....	13
	4.2.1 Décliner le Projet Alimentaire Territorial dans les quartiers prioritaires.....	13
	4.2.2 Lutter contre la Précarité Énergétique.....	13
	4.2.3 Désenclaver les quartiers par une offre de mobilité inclusive.....	13
	5. Axe 5: Garantir la tranquillité publique, prévenir et lutter contre les violences intra-familiales.....	14
	5.1 Contexte	14
	5.2 Priorités 2027.....	14
	6. Axe 6: Améliorer le cadre de vie et le logement.....	14
	6.1 Contexte	14
	6.2 Priorités 2027.....	15
E-	Axes transversaux	15
	1. Encourager la participation citoyenne	15
	2. Lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme	16
	3. Lutter contre toutes les discriminations et encourager l'égalité femmes- hommes	16
	4. Encourager les démarches d'aller vers et de médiation	17
	5. Favoriser l'inclusion numérique	17
	6. Encourager l'accès au sport et à la culture	18
F-	Modalités de l'appel à projets	18
	1. Crédits concernés.....	18
	2. Calendrier	19
	3. Critères de recevabilité des dossiers.....	20

	4. Procédure et transmission des dossiers	21
	5. Suivi et évaluation des actions	22
G-	Vos contacts et référents locaux	23
	1. La Porte du Hainaut – référents thématiques et territoriaux.....	23
	2. Préfecture du Nord – Délégués du Préfet Délégué à l'Égalité des Chances.	23
	3. Région Hauts-de-France.....	24
	4. Département du Nord	24
	5. Caisse d'Allocations Familiales	24
	6. La Porte du Hainaut – Renseignements d'ordre administratif	24
H-	Annexes à la note de cadrage 2026	25
	1. Tarification PRE	26

CONTRAT QUARTIERS 2030

A - PREAMBULE

La nouvelle génération des contrats de ville « *Quartiers 2030* » a pour objectif d'**amplifier la mobilisation de tous** afin de permettre aux quartiers de sortir de la situation de décrochage socio-économique dans laquelle ils se trouvent.

La circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville-2030 a fixé les modalités calendaires et méthodologiques d'élaboration de la nouvelle génération des contrats de ville. Dans ce cadre, La Porte du Hainaut a signé, le 10 avril 2024, avec les cofinanceurs du Contrat Quartiers 2030 son Contrat de Ville 2024-2030.

Le contenu du contrat de ville est recentré sur **les enjeux locaux les plus prégnants, identifiés en lien étroit avec les habitant.e.s des quartiers et articulés avec les autres stratégies de politiques publiques présentes dans les territoires.**

Les services de l'Etat ont été présents au côté de La Porte du Hainaut tout au long de l'élaboration du Contrat Quartiers 2030, les villes ont été fortement impliquées dans la démarche et les partenaires du droit commun (*Département, CAF, France travail, CPAM, ARS, bailleurs, ...*) se sont fortement mobilisés lors de groupes de travail partenariaux.

Cette mobilisation de tous concerne aussi le cadre financier de la programmation unique. Les crédits de droit commun (Etat, Région, Département, CAF, ARS, Jeunesse et Sports...) sont à mobiliser en amont des crédits spécifiques :

- **Le droit commun** correspond aux politiques sectorielles (santé, développement économique, éducation...) qui s'appliquent sur l'ensemble d'un territoire sans faire référence à la notion de QPV.
Ces **politiques de droit commun** relèvent des compétences de toutes les institutions signataires du Contrat de Ville.
- **Les moyens de la politique de la ville** seront concentrés dans les quartiers les plus en difficulté, dits quartiers politique de la ville, et également dans le périmètre de la géographie complémentaire déterminée par La Porte du Hainaut.

Dans cette logique, l'**Appel à Projets** relatif à la programmation politique de la ville sera **unique** à l'ensemble des crédits spécifiques Etat, Région, La Porte du Hainaut et communes. L'ensemble des dossiers sollicitant des crédits spécifiques seront instruits par un **comité partenarial**.

Les demandes de subventions devront être déposées sur la **plateforme Démarches Simplifiées** avant le 11 Décembre 2026 selon les modalités précisées dans la présente note de cadrage.

L'instruction partagée se fait selon un calendrier et un tableau de programmation uniques pour l'ensemble des dispositifs (Hors FIPDR - Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation, dispositif instruit à l'échelle de la Préfecture de Région). Les actions sollicitant du F.I.P.D.R sont cependant inscrites dans cette programmation, renforçant ainsi la cohérence de l'ensemble des projets orientés en direction des quartiers prioritaires.

B - TERRITOIRES CONCERNES

A l'occasion de l'élaboration de la nouvelle contractualisation Politique de la Ville, la géographie prioritaire a fait l'objet d'une actualisation sur la base des critères déterminés par la loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014. Les données INSEE relatives aux revenus prises en compte sont celles de 2019. A l'issue de négociations entre les services de l'Etat et les maires des communes concernées, de nouveaux périmètres ont été définis et ont pris effet à la signature du Contrat Quartiers 2030, pour la période 2024-2030.

En complément des quartiers prioritaires ainsi définis (QPV), La Porte du Hainaut a souhaité que les partenaires du Contrat Quartiers 2030 puissent continuer à accompagner les territoires les plus vulnérables et présentant des caractéristiques socio-économiques similaires à celles des QPV mais ne répondant pas aux critères de densité de population ou de continuité urbaine.

Dans le cadre du présent appel à projets, il est donc attendu que les actions proposées concernent prioritairement les habitant.e.s des territoires précisés ci-après.

1. LA GEOGRAPHIE DES QUARTIERS PRIORITAIRES REGLEMENTAIRE (QPV)

Ils sont au nombre de 12 sur le territoire de La Porte du Hainaut et concernent 10 communes. Il est à noter que certains quartiers ont vu leur périmètre être sensiblement modifié; il en résulte que le nombre d'habitant.e.s résidant en QPV sur La Porte du Hainaut se porte désormais à 34 187, soit 21% de la population du territoire.

La liste des quartiers prioritaires est reprise en annexe 1 de la présente note de cadrage.

2. LA GEOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE

Sur la base de la circulaire nationale du 31 août 2023 et en s'appuyant sur la part des ménages pauvres dans la population, La Porte du Hainaut a identifié une géographie complémentaire avec 8 quartiers supplémentaires qui nécessitent d'être également pris en compte dans la nouvelle contractualisation et qui regroupent 7 000 habitant.e.s (voir liste en annexe 2).

C - LES LOGIQUES A METTRE EN ŒUVRE

LA QUESTION DU DROIT COMMUN

Pour un véritable changement de la situation des quartiers, les actions inscrites dans le Contrat Quartiers 2030 ne devront pas se focaliser uniquement sur la sollicitation des crédits spécifiques Politique de la Ville, mais bien rechercher prioritairement à mobiliser les moyens des politiques publiques de droit commun.

LA PARTICIPATION DES HABITANT.E.S

La participation des habitant.e.s est un point essentiel dans la démarche de la Politique de la Ville. Elle permet à la fois une mobilisation renforcée, un renouvellement des publics, mais surtout une appropriation qualitative de l'action par les bénéficiaires.

La participation doit donc être un enjeu central, inscrit dans la démarche de chaque action de proximité et apparaître clairement dans la présentation du projet. Les habitant.e.s, acteurs et destinataires des actions de proximité doivent être associés à chaque étape: conception, organisation, mise en œuvre et évaluation.

La place réservée à la participation des habitant.e.s dans la construction du projet (ainsi que ses modalités opérationnelles de mise en œuvre) devra donc être explicitement rédigée dans les dossiers de demande de subvention.

L'ÉGALITE FEMMES-HOMMES

L'égalité femmes-hommes (EFH) est un enjeu social et sociétal majeur.

Outre les dossiers ayant l'EFH pour objectif spécifique, une réflexion globale, en lien avec l'EFH, doit être intégrée à la construction de l'ensemble des dossiers de demande de subvention.

Les dossiers faisant apparaître une intégration claire et réelle de l'EFH dans la construction de la demande seront priorités.

LES CONSORTIUMS ET LA LOGIQUE DES PARCOURS

Les projets financés et mis en place dans le cadre de la programmation politique de la ville doivent permettre une prise en compte globale de la situation des bénéficiaires et favoriser la collaboration entre les acteurs du territoire.

La logique de dépôt en consortium est une logique à encourager, tant elle permet de mutualiser les moyens, les compétences et les expertises de chacun.e.

Un consortium permet à tou.te.s de mieux se connaître, de mieux collaborer au bénéfice des habitant.e.s mais, aussi et surtout, il évite aux bénéficiaires une répétition de récits de vie lourde, inutile et génératrice, parfois, de difficultés et / ou d'incompréhensions.

Cette disposition innovante de l'AAP 2027 nécessite, certes un changement de méthodologie et d'habitudes de travail. Les cheff.fe.s de projet du service Politique de la Ville peuvent être sollicité.e.s, autant que de besoin, pour accompagner cette nouvelle démarche.

A noter : les dossiers déposés en consortium devront faire apparaître le budget global ainsi que la part revenant à chaque acteur du consortium.

D – ORIENTATIONS THEMATIQUES DE LA PORTE DU HAINAUT

Les actions déposées par les porteurs de projets doivent obligatoirement s'inscrire dans une des priorités thématiques définies ci-après.

1. AXE 1 : ACCOMPAGNER VERS L'EMPLOI LES PUBLICS LES PLUS EN DIFFICULTÉS

1.1 Contexte institutionnel

Les dispositifs d'insertion professionnelle et d'emploi sont nombreux sur le territoire de La Porte du Hainaut. La loi du Plein Emploi de Décembre 2023 instaure le Comité Local Pour l'Emploi, réunissant les représentants de l'Etat, de la Région, du Conseil Départemental, du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), de France Travail, de la Mission Locale et de Cap Emploi. L'enjeu de la mobilisation de ce droit commun dans les quartiers prioritaires, se pose donc avec toujours plus d'importance et doit être investi en priorité.

La Porte du Hainaut au travers son Service Insertion Emploi, porte le PLIE qui accompagne les personnes les plus éloignées dans la construction de leur parcours professionnel en vue d'une insertion durable et en lien avec leur projet de vie. Son action s'appuie notamment sur la mobilisation de la Clause d'Insertion, des Ateliers Chantiers d'Insertion ou encore d'un marché de formation complémentaire à celui développé par la Région.

Pour cette orientation thématique, la volonté de La Porte du Hainaut est de permettre aux Habitant.e.s des quartiers prioritaires et de sa géographie complémentaire d'accéder à un parcours d'insertion professionnelle et de formation sécurisé et individualisé.

1.2 Priorités 2027

La priorité des instructions sera apportée aux dossiers permettant :

1. De poursuivre et de développer des actions d'aller-vers pour les publics éloignés et de mobiliser de nouveaux publics afin de les inscrire vers une insertion sociale et professionnelle. Il s'agit de repérer, accueillir, informer et accompagner des personnes sans emploi qui ne sont pas ou plus inscrites dans un parcours d'insertion. Ces actions de remobilisation des publics, pourront se mettre en place avec le soutien des médiatrices insertion /emploi qui viendront soutenir le repérage et l'identification de ces publics.
2. De favoriser les suites de parcours et les opportunités d'accès à l'emploi des publics en difficultés et tout particulièrement :
 - Le public « Jeune » (16-25 ans), afin de faciliter l'orientation professionnelle en ouvrant des perspectives sur le monde professionnel, en facilitant l'accompagnement individuel des jeunes par un professionnel (mentorat, pair aideance). Un focus possible sur les 16-17 ans avec la mise en place d'actions de d'accompagnement des jeunes vers une orientation professionnelle et/ou de reprise/maintien du parcours scolaire en lien avec les professionnels de l'emploi.
 - Les + de 50 ans, en favorisant le retour à l'emploi et ou à la formation par le biais d'action de remobilisation.
 - Les Familles monoparentales, notamment les actions visant à la levée des freins (garde d'enfants, estime de soi, soutien à la parentalité).

- Les Allocataires des minimas sociaux, en favorisant la recherche de terrains d'immersion à proximité du lieu de vie et la découverte de métiers dans la mise en place de parcours d'insertion professionnelle.
3. D'accompagner les initiatives entrepreneuriales et la mobilisation des entreprises :
- Par la structuration d'un accompagnement complet (sensibilisation à la création, détection et soutien à l'émergence de projets, accès aux financements) à la création d'activité économique et à l'entrepreneuriat
 - Par le rapprochement des entreprises et des Habitant.e.s des quartiers mais aussi des entreprises et des structures de l'insertion par l'activité économique,
 - Par le soutien à l'émergence de projets dans le champ de l'ESS au sein des territoires de la géographie prioritaire, en lien avec sa feuille de route ESS de La Porte du Hainaut.

A ce titre, des projets pourront également correspondre à la sensibilisation et la montée en compétence des acteurs locaux de l'ESS, ou encore la qualification de dynamiques collectives et bénévoles, à vocation sociale ou de services, en valeurs économiques.

1.3 Modalités de suivi des actions de l'axe 1 :

- Pour toute action de l'axe 1, le porteur de projet s'engage à contacter le Service Insertion Emploi de la Porte du Hainaut une fois l'action validée par la programmation politique de la ville afin :
 - De connaître l'existence d'un suivi PLIE précédant l'intégration du projet
- ou
- De s'assurer de l'inscription du /de la bénéficiaire au PLIE dès l'intégration dans l'action, afin de permettre un suivi à l'issue du projet.
- Des Revues d'Actions seront programmées durant l'année afin de faciliter les échanges entre porteurs de l'axe 1 et les informations du territoire .
 - Des temps de concertation partenariale entre 3 et 4 par an seront défini pour échanger sur les parcours des participants des actions pour faciliter la levée des freins grâce à la participation deréférents France Travail, Mission Locale, Département, faciliter l'interconnaissance entre porteurs et permettre d'échanger autour des pratiques professionnelles.
 - Pour l'ensemble des actions, un tableau de suivi des participants sera demandé selon une trame définie par la Porte du Hainaut afin de pouvoir étudier les parcours et les suites de parcours des participants en lien avec le Service Insertion Emploi de la Porte du Hainaut. Ce tableau sera à actualizer par le porteur, tous les trimestres pour les des Revues d'Actions et les concertations partenariales.
 - Une équipe TEAMS Suivi des Actions de l'axe 1 est mise à disposition pour chaque porteur pour le suivi des tableaux en lien avec la cheffe de projet.

2. AXE 2: AMÉLIORER LA SANTÉ DES HABITANT.E.S

2.1 Contexte institutionnel

La Porte du Hainaut mène une politique de santé ambitieuse afin de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé, particulièrement marquées dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

Cette politique s'appuie sur plusieurs dispositifs complémentaires :

- Le **Contrat Local de Santé (CLS)**, qui agit en faveur de l'accès aux soins, de la santé de la femme et de l'enfant, de la prévention des cancers et du développement du numérique en santé ;
- Le **Conseil Local de Santé Mentale (CLSM)**, qui œuvre pour la promotion de la santé mentale, la prévention des troubles psychiques, la lutte contre la stigmatisation et l'amélioration de l'accès aux soins ;
- La démarche de préfiguration d'un **Atelier Santé Ville (ASV)**, inscrite dans le Contrat Quartiers 2030, est actuellement en cours de co-construction. L'ASV a vocation à devenir un espace de coordination entre Habitant.e.s, professionnels, associations, collectivités et institutions afin de mieux identifier les besoins de santé des quartiers prioritaires, renforcer les partenariats et développer des réponses adaptées aux réalités locales. Une attention particulière sera portée aux démarches favorisant la participation des Habitant.e.s, notamment à travers la création de réseaux Habitant.e.s santé.

2.2 Priorités 2027

Les projets soutenus devront contribuer à l'amélioration du bien-être, de l'autonomie et des parcours de santé des Habitant.e.s, en agissant sur les déterminants de santé tels que l'accès aux droits, l'accès aux soins, la santé mentale, le lien social, la mobilité, le numérique ou encore l'isolement.

Les projets doivent s'inscrire dans les axes suivants :

Accès aux droits et aux soins

Lutte contre le non-recours

Actions visant à informer, orienter et accompagner les Habitant.e.s dans l'ouverture et le maintien de leurs droits sociaux et de santé, ainsi que dans l'accès aux dispositifs de prévention et de soins.

Accompagnement des publics vulnérables

Actions de proximité destinées aux personnes en situation de précarité, d'isolement, de perte d'autonomie ou confrontées à des difficultés d'accès aux services de santé.

Inclusion des personnes en situation de handicap

Actions favorisant l'accessibilité des dispositifs de santé, l'adaptation des outils et supports, ainsi que la participation pleine et entière des personnes en situation de handicap aux actions mises en œuvre sur les quartiers.

2. Prévention et promotion de la santé

Prévention dans tous les champs de la vie quotidienne

Actions de sensibilisation, d'éducation pour la santé et de promotion de comportements favorables à la santé portant notamment sur l'alimentation, l'activité physique, les addictions, le sommeil, les dépistages organisés des cancers (mammographie, kit colorectal et frottis).

Repérage précoce des fragilités

Actions permettant d'identifier précocement les situations de vulnérabilité sanitaire, psychologique ou sociale et d'orienter les Habitant.e.s vers les ressources adaptées.

Promotion d'une alimentation équilibrée et d'une activité physique adaptée

Organisation d'ateliers cuisine et nutrition, interventions dans les structures de proximité, sensibilisation à l'équilibre alimentaire, développement de jardins partagés, actions en lien avec le Projet Alimentaire Territorial, mobilisation des Habitant.e.s relais et des professionnels locaux. Actions destinées aux enfants et à leurs familles visant à favoriser l'acquisition d'habitudes de vie favorables à la santé, à réduire la sédentarité et à prévenir précocement le surpoids et l'obésité. Actions de sensibilisation au bien vieillir : activité physique et vieillissement actif.

3. Santé mentale et bien-être

Prévention de l'anxiété et du mal-être

Actions favorisant le repérage, l'écoute, l'expression et l'accompagnement des situations de souffrance psychologique ou de détresse émotionnelle.

Renforcement du lien social

Actions collectives favorisant la participation, les échanges entre Habitant.e.s, la lutte contre l'isolement et le développement de solidarités de proximité.

Prévention du mal-être et renforcement du pouvoir d'agir

Actions favorisant l'expression, la confiance en soi, la capacité à agir sur sa santé, la participation et l'autonomie des Habitant.e.s.

4. Santé des jeunes

Santé affective, émotionnelle et sexuelle

Actions d'information, de sensibilisation et d'accompagnement visant à promouvoir une vie affective et relationnelle épanouie, le respect de soi et des autres, ainsi que l'accès à l'information sur la santé sexuelle.

Prévention et accompagnement des comportements à risque

Actions de prévention portant notamment sur les conduites addictives, les usages numériques, les violences, les prises de risque et les conduites pouvant avoir un impact sur la santé et le bien-être des jeunes.

2.3 Principes d'intervention attendus

La qualité des partenariats, la participation des Habitant.e.s et l'articulation des projets avec les dynamiques existantes du territoire constitueront des éléments d'appréciation importants lors de l'instruction des dossiers.

Les projets devront :

- S'inscrire dans les orientations du CLS et du CLSM ;
- Privilégier les démarches de proximité, de prévention, de médiation et d'aller-vers ;
- Favoriser les partenariats et la coordination entre acteurs locaux ;
- Associer les Habitant.e.s à la conception ou à la mise en œuvre des actions ;
- Mobiliser, lorsque cela est pertinent, les médiatrices santé de La Porte du Hainaut dès la phase de conception des actions. Leur intervention pourra notamment contribuer au repérage des publics, aux démarches d'aller-vers, à l'accès aux droits et aux soins, à l'orientation des Habitant.e.s et au renforcement des partenariats locaux ;
- Veiller à l'accessibilité des actions aux personnes en situation de handicap et favoriser leur participation effective aux projets financés.

Les projets devront également démontrer leur complémentarité avec l'offre existante sur le territoire.

2.4 Ambition 2027 :

Faire de l'Atelier Santé Ville le dispositif de proximité permettant de décliner les orientations du CLS et du CLSM au cœur des quartiers prioritaires, afin de construire avec les Habitant.e.s des réponses adaptées aux besoins locaux et de contribuer durablement à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

3. AXE 3 : FAVORISER LES PARCOURS DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE

La Porte du Hainaut poursuivra sa dynamique d'accompagnement technique et financier, et de mise en réseau des Programmes de Réussite Educative sur le territoire communautaire. À l'aune de la fin des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs 2024-2026, et des évolutions du service public de l'éducation (notamment la mise en place des Pôles d'Appui à la Scolarité), La Porte du Hainaut sera attentive avec les services de l'Etat à l'évolution des programmations PRE qui seront proposées pour 2027. Ces actions ne doivent pas répondre à une seule logique de guichet financier de prestations sanitaires, mais doivent aussi soutenir les familles dans l'appropriation des leviers de droit commun.

La Communauté d'Agglomération donnera en 2027 une attention particulière aux actions qui s'articuleront avec le droit commun de l'Education Nationale, en utilisant des leviers d'intervention complémentaires tels que : l'ouverture culturelle et sportive, l'ouverture à la culture scientifique, ou encore l'accompagnement aux parcours d'orientation choisis. Les projets devront être coconstruits avec les établissements scolaires concernés, particulièrement les collèges en éducation prioritaire et

les lycées.

Pour les publics âgés de 15 à 25 ans, une synergie avec la Stratégie Jeunesses/Éducation Populaire de La Porte du Hainaut sera également recherchée pour les projets concernant les Habitant.e.s des Quartiers Politique de la Ville. En outre concernant les publics en situation d'illettrisme une articulation doit également être explicitée avec la feuille de route communautaire illettrisme/illectronisme.

Enfin, les projets s'intéressant aux publics de la petite enfance seront instruits avec attention, afin de renforcer l'axe des 1.000 premiers jours du Contrat Local de Santé auprès des Habitant.e.s des QPV.

4. AXE 4: SOUTENIR UNE TRANSITION ECOLOGIQUE JUSTE ET EQUITABLE

4.1 Contexte

Depuis 2024, le territoire de La Porte du Hainaut a identifié la transition écologique comme nouvel enjeu prioritaire. La transition écologique sera déclinée dans les quartiers prioritaires en lien et en cohérence avec ses politiques portées au sein de la collectivité: le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et le Projet Alimentaire Territorial (PAT).

4.2 Priorités 2027

Trois volets seront priorisés sur cet axe:

- ✓ l'alimentation
- ✓ la précarité énergétique
- ✓ la mobilité

4.2.1 - Décliner le Projet Alimentaire Territorial dans les quartiers prioritaires:

- Soutenir les démarches d'éducation à une alimentation saine et durable.
- Promouvoir l'offre de proximité (travailler l'accessibilité physique et financière)
- Développer et animer un réseau d'approvisionnement de l'aide alimentaire (structuration d'une filière).
- Poursuivre le développement du réseau des jardins partagés et l'autoproduction
- Accompagner les nouvelles obligations de tri et compostage

4.2.2 - Lutter contre la Précarité Énergétique:

Poursuivre la sensibilisation et la formation des acteurs et des habitant.e.s à la précarité énergétique.

4.2.3 - Désenclaver les quartiers par une offre de mobilité inclusive

- Améliorer la connaissance et l'accessibilité de l'offre de transports en commun auprès des personnes vulnérables.